



Montreuil, le jeudi 3 octobre 2024

Déclaration fédérale

Solidarité avec les peuples palestinien et libanais

Halte aux massacres à Gaza, en Cisjordanie et au Liban

Pour un cessez le feu immédiat

Depuis le 7 octobre 2023, Israël s'est lancé dans des représailles d'une extrême violence à Gaza, détruisant, systématiquement les édifices et les institutions. À date, plus de 40 000 morts gazaoui sont à déplorer parmi lesquels près des deux tiers sont des femmes et des enfants, sans compter les exactions en Cisjordanie.

Depuis le 18 septembre l'armée israélienne bombarde à présent une nouvelle cible, le Liban, tout aussi massivement, se préparant activement à étendre le conflit à la région. Au lundi 23 septembre, plus de 500 libanais-es ont déjà été tué-es et plus de 1600 autres blessé-es. Après près d'un an d'échanges d'hostilités à la frontière, et une séquence très médiatisée d'explosions d'appareils de communication du Hezbollah piégés par les forces israéliennes, Beyrouth et le Sud-Liban subissent depuis plusieurs jours des frappes aériennes israéliennes intenses, dans la droite ligne du sort réservé à la bande de Gaza.

Israël et le Hezbollah semblent se diriger vers une guerre armée qui pourrait s'étendre à l'ensemble de la région. Les lancements de missile sur le territoire d'Israël dans la nuit du 1er octobre 2024 ne sont pas de nature non plus à rendre optimiste.

Israël, sous couvert d'un discours rôdé sur le droit d'Israël d'assurer sa sécurité par la violence et un nombre de morts massif – sans que jamais l'efficacité de telles actions n'ait été démontrée – renverse l'équilibre précaire de la région. Et tout désaccord avec ces positions fait peser la menace d'attaques pour antisémitisme, comme si la population israélienne ne comptait pas parmi ses rangs des opposants farouches à la politique guerrière et meurtrière déployée par le gouvernement Netanayou. Comme si les inégalités sociales du fait d'une géopolitique cynique avec les populations de cette région du monde et le sort réservé aux Palestiniens plus particulièrement n'avaient rien à voir avec la situation... et que tout était lié à des affrontements sur le registre de l'identité, axe d'analyse prisé par l'extrême-droite !

Au-delà de la déstabilisation politique de la région et du risque de voir un embrasement avec l'entrée de l'Iran dans l'arène, les anticipations concernant les conséquences économiques mondiales et l'accès aux ressources dont au pétrole Iranien sont de nature à envenimer encore la situation politique, et donc la sécurité des populations au bénéfice des vendeurs d'armes et des firmes pétrolières.

Face à la détérioration de la situation, les diplomates mondiale, européenne et française partagent toutes un point commun : afficher leur désaccord avec le niveau de bellicisme du gouvernement Israélien – sans en

Fédération des Sociétés d'Etudes

condamner non plus le principe - et réaffirmer la volonté d'arrêter le conflit, mais tout en soutenant Israël à travers la livraison d'armes, les partenariats économiques et même un soutien militaire.

Derrière les discours, se voulant apaisant, tout est mis en œuvre pour permettre non seulement de maintenir Israël dans ses positions, mais aussi de gagner du terrain sur la guerre. Les discours aussi bien rôdés soient-ils n'effacent pas la réalité. La guerre et l'instabilité politique peuvent s'avérer fructueuse et aiguïser bien des appétits face auxquels la sécurité des populations ne pèse pas bien lourd.

Sans une pression sans faille et continue sur nos gouvernants, il n'y a aucune chance que les positions de nos diplomates changent. Nous n'avons d'autres alternatives que de nous mobiliser pour obtenir :

- d'imposer à nos diplomates une dénonciation claire des agissements israéliens et la fin du soutien militaire envers Israël ;
- de mettre en place un embargo sur les produits et services israéliens tant que les attaques militaires continueront et qu'un cessez-le-feu illimité n'aura pas été mis en œuvre avec un calendrier de discussion pour une solution viable à long terme sur l'existence de deux pays, Israël et Palestine ;
- d'interdire la vente et la livraison d'armes à Israël

Toutes et tous mobilisé.es en solidarité aux peuples palestinien et libanais en manifestant à Paris le samedi 5 octobre à 14h à République.